

En finir, une fois pour toutes, avec le développement

PRÉSENTÉ comme la solution aux problèmes du Sud, le développement n'est souvent qu'un autre visage de l'occidentalisation du monde. Qu'il soit « durable », « soutenable » ou « endogène », il s'inscrit toujours, de manière plus ou moins violente, dans la logique destructrice de l'accumulation capitaliste. Il signifie inégalités, destruction de l'environnement et des cultures. Pourtant, des solutions peuvent être imaginées, qui prennent en compte la diversité du monde et s'appuient sur les expériences, menées ici ou là, d'économie non marchande.

Par SERGE LATOUCHE *

*Le « développement » est semblable
à une étoile morte dont on perçoit
encore la lumière,
même si elle s'est éteinte
depuis longtemps, et pour toujours.*

Gilbert Rist (1)

Voici un peu plus de trente ans est née une espérance. Une espérance aussi grande pour les peuples du tiers-monde que le socialisme l'avait été pour les prolétariats des pays occidentaux. Une espérance peut-être plus suspecte dans ses origines et dans ses fondements, puisque les Blancs l'avaient apportée avec eux avant de quitter les pays qu'ils avaient pourtant durement colonisés. Mais enfin, les responsables, les dirigeants et les élites des pays nouvellement indépendants présentaient à leur peuple le développement comme la solution de tous leurs problèmes.

Les jeunes Etats ont tenté l'aventure. Avec maladresse, peut-être, mais ils

l'ont tentée, et souvent avec une violence et une énergie désespérées. Le projet « développementiste » était même la seule légitimité avouée des élites au pouvoir. Certes, on peut épiloguer à l'infini pour savoir si les conditions objectives de réussite de l'aventure moderniste étaient ou n'étaient pas remplies. Sans ouvrir cet étonnant dossier, tout un chacun reconnaîtra qu'elles n'étaient guère favorables ni à un développement planifié, ni à un développement libéral.

Le pouvoir des nouveaux Etats indépendants était pris dans d'insolubles contradictions. Ils ne pouvaient ni dédaigner le développement ni le construire. Ils ne pouvaient, en conséquence, ni refuser d'introduire ni réussir à acclimater tout ce qui participe de la modernisation : l'éducation, la médecine, la justice, l'administration, la technique. Les « freins », les « obstacles » et les « blocages » de toute nature, choisis aux experts économistes, rendaient peu crédible la réussite d'un projet qui implique d'accéder à la compétitivité internationale à l'époque de l'« hypermondialisa-

* Philosophe, université de Paris-XI, auteur de *La Dérision de la raison économique*, Albin Michel, Paris, 2001

tion » Théoriquement reproductible, le développement n'est pas universalisable. D'abord pour des raisons écologiques la finitude de la planète rendait la généralisation du mode de vie américain impossible et explosif.

Le concept de développement est piégé dans un dilemme : soit il désigne tout et son contraire, en particulier l'ensemble des expériences historiques de dynamique culturelle de l'histoire de l'humanité, de la Chine des Han à l'empire de l'Inca ; et alors il n'a aucune signification utile pour promouvoir une politique, et il vaut mieux s'en débarrasser. Soit il a un contenu propre et définit alors nécessairement ce qu'il possède de commun avec l'expérience occidentale du « décollage » de l'économie telle qu'elle s'est mise en place depuis la révolution industrielle en Angleterre dans les années 1750-1800. Dans ce cas, quel que soit l'adjectif qu'on lui accole, son contenu implicite ou explicite réside dans la croissance économique, l'accumulation du capital avec tous les effets positifs et négatifs que l'on connaît.

Or, ce noyau dur, que tous les développements ont en commun avec cette expérience-là, est lié à des « valeurs » qui sont le progrès, l'universalisme, la maîtrise de la nature, la rationalité quantifiante. Ces valeurs, et tout particulièrement le progrès, ne correspondent pas du tout à des aspirations universelles profondes. Elles sont liées à l'histoire de l'Occident et recueillent peu d'écho dans les autres sociétés (2). Les sociétés animistes, par exemple, ne partagent pas la croyance dans la maîtrise de la nature. L'idée de développement est totalement dépourvue de sens et les pratiques qui l'accompagnent sont rigoureusement impossibles à penser et à mettre en œuvre parce qu'impensables et interdites (3). Ces valeurs occidentales sont précisément celles qu'il faut remettre en question pour trouver une solution aux problèmes du monde contemporain et éviter les catastrophes vers lesquelles l'économie mondiale nous entraîne.

Le développement a été une grande entreprise paternaliste (« les pays riches assurent l'essor des pays les moins avancés ») qui a occupé approximativement la période des « trente glorieuses » (1945-1975). Conjugué transitivement, le concept a fait partie de l'ingénierie sociale des experts internationaux. C'était toujours les autres qu'il fallait développer. Tout cela a fait faillite. En témoigne le fait que l'aide fixée à 1 % du produit intérieur brut (PIB) des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), lors de la première décennie du développement des Nations unies en 1960, réajustée à la baisse à 0,70 % en 1992 à Rio et en 1995 à Copenhague, n'atteint pas les 0,25 % en 2000¹ (4). En témoigne aussi le fait que la plupart des instituts d'études ou des centres de recherches spécialisés ont fermé leurs portes ou sont moribonds.

La crise de la théorie économique du développement, annoncée dans les années 1980, est en phase terminale. On assiste à une vraie liquidation ! Le développement ne fait plus recette dans les enceintes internationales « séricieuses » : Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce (OMC), etc. Au dernier forum de Davos, la « chose » n'a même pas été évoquée. Il n'est plus revendiqué au Sud que par certaines de ses victimes et leurs bons samaritains : les organisations non gouvernementales (ONG) qui en vivent (5). Et encore ! La nouvelle génération des « ONG sans frontières » a axé le *charity business* plus sur l'humanitaire et l'intervention d'urgence que sur l'essor économique.

Toutefois, le développement a mortifié été victime de sa faillite, pour tant incon-

testable au Sud, que de son succès au Nord. Ce « retrait » conceptuel correspond au déplacement engendré par la « mondialisation » et par ce qui se joue derrière cet autre slogan mystificateur. Le développement des économies nationales devait déboucher presque automatiquement sur la transnationalisation des économies et sur la globalisation des marchés.

Dans une économie mondialisée, il n'existe pas de place pour une théorie spécifique destinée au Sud. Toutes les régions du monde désormais sont « en développement » (6). A un monde unique correspond une pensée unique. L'enjeu de ce changement n'est autre que la disparition de ce qui donnait une certaine consistance au mythe développementaliste, à savoir le *nickle down effect* c'est-à-dire le phénomène de retombées favorables à tous.

Colonisation des imaginaires

La répartition de la croissance économique au Nord (avec le compromis keynésien-fordiste), et même celles de ses mimétiques au Sud, assuraient une certaine cohésion nationale. Les trois D (déréglementation, décloisonnement, désintermédiation) ont fait voler le cadre étatique des régulations, permettant ainsi au jeu des inégalités de s'étendre sans limites. La polarisation de la richesse entre les régions et entre les individus atteint des sommets inusités. Selon le dernier rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), si la richesse de la planète a été multipliée par six depuis 1950, le revenu moyen des habitants de 100 des 174 pays recensés est en pleine régression, de même que l'espérance de vie (voir encadré page 7). Les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure au PIB total des 48 pays les plus pauvres ! Le patrimoine des 15 individus les plus fortunés dépasse le PIB de toute l'Afrique subsaharienne. Enfin, les avoirs des 84 personnes les plus riches surpassent le PIB de la Chine avec son 1,2 milliard d'habitants !

Dans ces conditions, il n'est plus question de développement, seulement d'ajustement structurel. Pour le volet social, on fait largement appel à ce que Bernard Hours appelle joliment un « SAMU mondial » dont les ONG humanitaires, les urgenciers sont l'outil capital (7). Toutefois, si les « formes » changent considérablement (et pas seulement elles), tout un imaginaire reste bien en place. Si le développement n'a été que la poursuite de la colonisation par d'autres moyens, la nouvelle mondialisation, à son tour, n'est que la poursuite du développement par d'autres moyens. L'Etat s'efface derrière le marché. Les États-nations du Nord qui s'étaient déjà fait plus discrets avec le passage de témoin de la colonisation à l'indépendance quittent le devant de la scène au profit de la dictature des marchés (qu'ils ont orga-

nisés...) avec leur instrument de gestion, le FMI, qui impose les plans d'ajustement structurels. On retrouve toujours l'occidentalisation du monde avec la colonisation de l'imaginaire par le progrès, la science et la technique. L'économisation et la technicisation sont poussées à leur point ultime. La critique théorique et philosophique radicale menée conjointement par un petit nombre d'intellectuels marginaux (Cornélius Castoriadis, Ivan Illich, François Partant, Gilbert Rist, en particulier) a contribué au glissement rhétorique mais n'a pas débouché sur une remise en cause des valeurs et des pratiques de la modernité.

Si la rhétorique pure du développement et la pratique qui lui est liée de l'« expertociété » volontariste ne fait plus recette, le complexe des croyances eschatologiques en une prospérité matérielle possible pour tous, qu'on peut définir comme le « développementisme », reste intact.

(1) Gilbert Rist, *Le Développement Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, Paris, 1996, p. 377.

(2) Lire Jean-Marc Ma, « Les voies de l'attribution », *Manière de voir*, n° 51, *Afriques en renaissance*, mai-juin 2000.

(3) Sur ce sujet, voir tout particulièrement Gilbert Rist, *op. cit.*

(4) Lire Jean-Pierre Cot, « La coopération française en échec », *Le Monde diplomatique*, janvier 2001.

(5) « Le mot développement », écrit ainsi Bertrand Cabedoche en conclusion de son livre, *Les Chrétiens et le tiers-Monde* (Kailash, Paris, 1990, p. 255), « a pu perdre de son attrait au contact de trop d'expériences décevantes. Il reste le seul vocable que partagent tous les humains pour dessiner leur espoir ».

(6) La socio-économie du développement aurait dû, dès lors, se substituer à la science économique normale, toutefois, en dépit de quelques frémissements dans ce sens, c'est l'inverse qui s'est produit.

(7) Bernard Hours, *L'Idéologie humanitaire ou le spectacle de l'aliénation perdue*, L'Harmattan, Paris, 1998.

Résistances

La mouvance anti-développementiste est présente au sein des organisations non gouvernementales (ONG), des mouvements écologistes et de l'intelligentsia, a peu près partout dans le monde mais de façon très minoritaire avec quelques points forts, en Inde, au Mexique, au Québec, en Belgique et en Suisse. Il existe deux réseaux qui regroupent les principaux représentants : l'Incad (International Network for Cultural Alternatives to Development) basé à Montréal (Centre interculturel de Montréal, 4917, rue Saint-Urbain, Montréal, Québec, Canada, H2T2W1) et le Réseau Sud/Nord cultures et développement (172, rue Joseph-II, Bruxelles, Belgique).

Le premier publie la revue *Interculture* (deux éditions, en français et en anglais). Le second publie le bulletin *Quid pro quo* en français, anglais et espagnol. Le principal ouvrage de référence est *The Development Dictionary* (sous la direction de Wolfgang Sachs, Zed Books, Londres, 1992). Cet ouvrage, traduit dans de nombreuses langues, sauf le français, regroupe des contributions des principaux représentants de ce courant.

A signaler aussi les travaux des « Amis de François Partant » réunis dans l'association Ligne d'horizon (7, villa Bourgeois, 92240 Malakoff). En outre, un colloque intitulé « Défaire le développement, refaire le monde », organisé par la Ligne d'horizon et le *Monde diplomatique*, devrait se tenir à Paris l'année prochaine.

S. L.

La survie du développement à sa mort est surtout manifeste travers les critiques dont il a été l'objet. Pour tenter d'en conjurer magiquement les effets négatifs, on est entré en effet dans l'ère des développements « à particule » (8) On a vu des développements « auto-centrés », « endogènes », « participatifs », « communautaires », « intégrés », « authentiques », « autonomes et populaires », « équitables » sans parler du développement local, du micro-développement, de l'endo-développement et même de l'ethno-développement ! Les humanistes canalisent ainsi les aspirations des victimes. Le développement durable est la plus belle réussite dans cet art du rajeunissement des vieilles lunes. Il constitue un bricolage conceptuel, visant à changer les mots à défaut de changer les choses, une monstruosité verbale par son antinomie mystificatrice. Le « durable » est alors ce qui permet au concept de survivre

Dans toutes ces tentatives pour définir un « autre » développement ou un développement « alternatif », il s'agit de guérir un « mal » qui atteindrait le développement de façon accidentelle et non congénitale. Quiconque ose s'attaquer au développementisme se voit rétorquer qu'il se trompe de cible. Il ne s'en serait pris qu'à certaines formes dévoyées, au « mal-développement ». Mais ce monstre repoussoir créé pour l'occasion n'est qu'une chimère aberrante. Dans l'imaginaire de la modernité, en effet, le mal ne peut pas atteindre le développement pour la bonne raison qu'il est l'incarnation même du Bien. Le « bon » développement, même s'il ne s'est jamais réalisé nulle part, est un pléonasme parce que par définition développement signifie « bonne » croissance, parce que la croissance, elle aussi, est un bien et qu'aucune force du mal ne peut prévaloir contre elle. C'est l'excès même des preuves de son caractère bénéfique qui révèle le mieux l'escroquerie du concept, flanqué ou non d'une particule.

Il est clair que c'est le « développement réellement existant » — de la même manière qu'on parlait du « socialisme réel » —, celui qui domine la planète depuis deux siècles, qui engendre

les problèmes sociaux et environnementaux actuels : exclusion, surpopulation, pauvreté, pollutions diverses, etc. Le développementisme exprime la logique économique dans toute sa rigueur. Il n'existe pas de place, dans ce paradigme, pour le respect de la nature exigé par les écologistes ni pour le respect de l'être humain réclamé par les humanistes

Le développement réellement existant apparaît alors dans sa vérité, et le développement « alternatif » comme une mystification. En accolant un adjectif, il ne s'agit pas vraiment de remettre en question l'accumulation capitaliste, tout au plus songe-t-on à adjoindre un volet social ou une composante écologique à la croissance économique comme on a pu naguère lui ajouter une dimension culturelle. En se focalisant sur les conséquences sociales, comme la pauvreté, les niveaux de vie, les besoins essentiels, ou sur les nuisances appor-

tées à l'environnement, on évite les approches holistes ou globales d'une analyse de la dynamique planétaire d'une mégamachine techno-économique qui fonctionne à la concurrence généralisée sans merci et désotmais sans visage.

Dès lors, le débat sur le mot développement prend toute son ampleur. Au nom du développement « alternatif », on propose, parfois, d'authentiques projets antiproductivistes, anticapitalistes très divers qui visent à éliminer les plaies du « sous-développement » et les excès du « mal-développement » ou plus simplement les conséquences désastreuses de la mondialisation. Ces projets d'une société conviviale n'ont pas plus à voir avec le développement que l'« âge d'abondance des sociétés primitives » ou que les réussites humaines et esthétiques remarquables de certaines sociétés préindustrielles qui ignoraient tout du développement (9)

L'autre nom de la guerre économique

EN France même, nous avons vécu cette expérience en vraie grandeur d'un développement « alternatif ». C'est la modernisation de l'agriculture entre 1945 et 1980, telle qu'elle a été programmée par des technocrates humanistes et mise en œuvre par des ONG chrétiennes, jumelles de celles qui sévissent dans le tiers-monde (10). On a assisté à la mécanisation, la concentration, l'industrialisation des campagnes, à l'endettement massif des paysans, à l'emploi systématique de pesticides et d'engrais chimiques, à la généralisation de la « malbouffe »...

Qu'on le veuille ou non, le développement ne saurait être différent de ce qu'il a été et est : l'occidentalisation du monde. Les mots s'enracinent dans une histoire ; ils sont liés à des représentations qui échappent, le plus souvent, à la conscience des locuteurs, mais qui ont prise sur nos émotions. Il y a des mots doux, des mots qui donnent du baume au cœur et des mots qui blessent. Il y a des mots qui mettent un peuple en émoi...

et bouleversent le monde. Et puis, il y a des mots poison, des mots qui s'infiltrant dans le sang comme une drogue, pervertissent le désir et obscurcissent le jugement. Développement est un de ces mots toxiques. On peut, certes, proclamer que désormais un « bon développement, c'est d'abord valoriser ce que faisaient les parents, avoir des racines (11) », c'est définir un mot par son contraire. Le développement a été, est, et sera d'abord un déracinement.

Partout il a entraîné un accroissement de l'hétéronomie au détriment de l'autonomie des sociétés.

Faudra-t-il attendre encore quarante ans pour qu'on comprenne que le développement c'est le développement réellement existant ? Il n'y en a pas d'autre. Et le développement réellement existant, c'est la guerre économique (avec ses vainqueurs bien sûr, mais plus encore ses vaincus), le pillage sans retenue de la nature, l'occidentalisation du monde et l'uniformisation planétaire, c'est enfin la destruction de toutes les cultures différentes.

C'est pourquoi le « développement durable », cette contradiction dans les termes, est à la fois terrifiant et désespérant ! Au moins avec le développement non durable et insoutenable, on pouvait conserver l'espoir que ce processus mortifère aurait une fin, victime de ses contradictions, de ses échecs, de son caractère insupportable et du fait de l'épuisement des ressources naturelles...

On pouvait ainsi réfléchir et travailler à un après-développement, bricoler une post-modernité acceptable. En particulier réintroduire le social, le politique dans le rapport d'échange économique, retrouver l'objectif du bien commun et de la bonne vie dans le commerce social. Le développement durable, lui, nous enlève toute perspective de sortie, il nous promet le développement pour l'éternité !

L'alternative ne peut prendre la forme d'un modèle unique. L'après-développement est nécessairement pluriel. Il s'agit

de la recherche de modes d'épanouissement collectif dans lesquels ne serait pas privilégié un bien-être matériel destructeur de l'environnement et du lien social. L'objectif de la bonne vie se décline de multiples façons selon les contextes.

En d'autres termes, il s'agit de reconstruire de nouvelles cultures. Cet objectif peut s'appeler l'*uman* (épanouissement) comme chez Ibn Kaldûn, *swadeshi-sarvodaya* (amélioration des conditions sociales de tous) comme chez Gandhi, ou *bantaare* (être bien ensemble) comme chez les Toucouleurs... L'important est de signifier la rupture avec l'entreprise de destruction qui se perpétue sous le nom de développement ou de mondialisation. Pour les exclus, pour les naufragés du développement, il ne peut s'agir que d'une sorte de synthèse entre la tradition perdue et la modernité inaccessible. Ces créations originales dont on peut trouver ici ou là des commencements de réalisation ouvrent l'espoir d'un après-développement.

SERGE LATOUCHE.

(8) Selon l'expression de Marc Poncelet, *Une utopie post-tiers-mondiste*, L'Harmattan, Paris, 1994.

(9) Dans plusieurs sociétés africaines, le mot même de développement n'a aucun équivalent dans la langue locale parce que l'imaginaire qui institue la chose fait largement défaut.

(10) Lire Paol Gornog, « Voyage au cœur de la FNSEA », *Le Monde diplomatique*, janvier 2001.

(11) Abdou Sawadogo, cité par Pierre Pradelvand, *Une Afrique en marche*, Plon, Paris, 1989, p. 109.